



## QUESTIONNAIRE RC PROMOTEUR IMMOBILIER

### LE PROPOSANT

Nom de l'assuré : .....

Adresse : .....

.....

Date de création ou début d'activité : .....

Code NAF : .....

Adresse du site Internet : .....

Téléphone : ..... E mail : .....

### VOTRE ACTIVITE

**Merci de nous joindre, si possible, une plaquette de présentation ou de réalisation**

**1. Description de votre activité**

- Promoteur immobilier  OUI  NON
- Marchand de biens  OUI  NON

Si vous avez des activités de Marchand de biens, merci de nous indiquer le % de votre chiffre d'affaires fait dans ce secteur : .....

**2. Nature précise des constructions**

TYPES DE TRAVAUX	% DU CA
Constructions Neuves	
Rénovations	
Réhabilitations	
Autres : Précisez	

**3. Ventilation du Chiffre d'Affaires**

USAGE PRINCIPAL DES REALISATIONS	% DE L'ACTIVITE
Habitation / Maison individuelle	
Habitation / Logement collectif	
Bureau	
Fonds de commerce	
Lotisseur / Aménageur	



4. Durée moyenne et durée maximum d'un chantier : .....
5. Montant moyen et montant maximum d'un chantier : .....
6. Nombre de chantiers par an : .....

### INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1. Est-il procédé à :
- La démolition d'ouvrages anciens de plus de 3 niveaux en élévation ou en sous-sol ?  OUI  NON
  - La construction de bâtiments de plus de 15 étages ou d'une hauteur supérieure à 45 mètres ?  OUI  NON
  - La mise en place de fondations assises à plus de 15 mètres au-dessous du niveau du sol du rez de chaussée ?  OUI  NON
  - La construction de pilotis ou fondations sur fonds marins ou aquatiques ?  OUI  NON
  - Des opérations se réalisent-elles à proximité de cours d'eau ou de voies de communication importantes (routières, ferrées) ?  OUI  NON
  - Dans le cas de constructions en zone urbaine, est-il fait procéder à des référés préventifs ?  OUI  NON
2. Assumez-vous les missions de locateur d'ouvrage liées directement ou indirectement au Maître de l'Ouvrage ?  OUI  NON
3. Quelle est la politique en matière de contrôle des intervenants notamment en termes d'assurance ?  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**Merci de nous joindre le CV ainsi que le K bis du (des) proposant(s).**



## RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

1. Montant des travaux TTC (y/c honoraires) au cours des trois derniers exercices ainsi que le prévisionnel pour le prochain exercice : .....  
.....  
.....
2. Avez-vous fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ?  OUI  NON
  - Date du jugement : .....
  - Durée de la procédure : .....
  - Situation actuelle : .....

## ANTECEDENTS

1. Des sinistres ont-ils été enregistrés sur les cinq dernières années ?  OUI  NON

Dans l'affirmative, merci de nous communiquer une statistique faisant apparaître le montant des sinistres réglés, évalués, leur nature et les circonstances.

2. Etiez-vous assuré pour les risques dont vous demandez la garantie ?  OUI  NON

Si non pourquoi ? .....  
.....  
.....

3. Assureur actuel : .....

- Montants de garanties : .....  
.....
- Tarification : .....

4. Avez-vous déjà fait l'objet d'une résiliation, annulation ou non renouvellement par un précédent assureur ?

- Pour sinistre  OUI  NON
- Pour non paiement de prime  OUI  NON

5. Motifs du changement d'assureur : .....

.....  
.....  
.....



## OBLIGATIONS

Le proposant s'engage à ne pas renoncer à une action récursoire contre les architectes, les bureaux d'études, les contrôleurs techniques et les locateurs d'ouvrage à l'encontre desquels il conserve et contre leurs assureurs également, tout droit de recours et / ou d'appel en garantie.

Le proposant s'engage à se conformer à la réglementation prévue par la loi n° 78.12 du 04.01.1978 et notamment :

- A souscrire de ce fait des contrats DOMMAGES OUVRAGE et CONSTRUCTEUR NON REALISATEUR.
- A réceptionner les travaux dans les formes de l'article 1792.6 du Code Civil.

## DECLARATION

Le proposant dûment représenté par le soussigné déclare qu'à sa connaissance les déclarations ci-dessus sont exactes, complètes et sincères.

En cas de modification de ces informations entre ce jour et la date d'effet du contrat, le soussigné s'engage à en informer l'Assureur, qui se réserve le droit de modifier son offre. Les dites informations font partie intégrante du contrat.

Conformément aux articles L. 113.8 et L.113.9 du code des assurances, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'Assuré, si cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'Assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'Assuré a été sans influence sur le sinistre.

Fait à ..... Le .....

Signature et fonction du représentant légal du proposant :